

Criminalisation
de pauvres
page 2

Red is the new
Green
page 3

Diversité
sexuelle
page 5

Interview:
Vincent Keller, député
page 6

Votation

du 27 novembre

RECOMMANDATION
DE VOTE DU POP

Initiative pour
la sortie
programmée
du nucléaire:

OUI

Lancement du référendum

contre l'interdiction
de la mendicité:
vous trouverez les
feuilles de signatures
sur notre site
www.popvaud.ch

Venez échanger
sur la démocratie
participative.

Découvrez le
programme de
la conférence
en *page 8*



OUI

à la sortie du nucléaire



Edito
par **Christophe Grand**

La pauvreté bientôt un délit en Suisse ?

Coupes budgétaires dans les assurances sociales et l'aide sociale, diminution des subsides à l'assurance maladie, massacre des retraites grâce à « prévoyance vieillesse 2020 » la réforme du socialiste Alain Berset, voilà ce que nous impose la majorité de droite. On s'attaque à des valeurs fondamentales, on détruit les acquis sociaux... et en contrepartie on offre des cadeaux fiscaux à des multinationales qui gagnent des milliards et qui de par le fait devraient à juste titre payer des impôts sur l'ensemble des bénéfices réalisés. Toutes ces mesures ou projets se font bien évidemment sur le dos des plus précaires, des retraités, des travailleurs, des classes populaires et dans une certaine mesure, de la classe moyenne. ARTIAS, l'association romande et tessinoise des instituts d'action sociale, avait fait il y a 3-4 ans un article qui mettait en lien, le fait qu'à chaque réforme fiscale sur les entreprises (RIE) ou sur les grosses fortunes, des pertes fiscales plus grandes qu'annoncées « obligeaient » les divers parlements à prendre des mesures d'austérité qui vont toujours dans le même sens, à savoir coupes dans le social, chômage etc...

La dernière mesure en date qui vise les pauvres, c'est l'interdiction de la mendicité dans le canton de Vaud. Cette mesure est véritablement scandaleuse, puisqu'elle ne vise pas à lutter contre la pauvreté, mais vise un objectif clair, criminaliser les pauvres. La droite dure UDC-PLR voulait par cette initiative s'attaquer exclusivement aux mendiants roms, or si un SDF suisse mendie 2 francs pour pouvoir loger à la Marmotte ou pour s'offrir un petit repas chaud, il sera lui aussi amendable et traité comme un criminel. Ici, la solution de la droite est simple, pour faire croire qu'il n'y a pas de misère chez nous, il suffit de la

caler. L'objectif d'une telle manœuvre : masquer l'échec visible de cette politique ultralibérale qui précarise notre société...

La criminalisation des pauvres est devenue le leitmotiv de la droite, notamment en accusant les personnes à l'aide sociale ou au chômage de ruiner les caisses de l'Etat. Or, les caisses de l'Etat sont ruinées par une politique d'austé-

Ici, la solution de la droite est simple, pour faire croire qu'il n'y a pas de misère chez nous, il suffit de la caler. L'objectif d'une telle manœuvre : masquer l'échec visible de cette politique ultralibérale qui précarise notre société...

rité qui apporte un franc soutien aux milieux économiques et qui sert exclusivement les plus riches.

Il est important que nous luttons pour une société réellement solidaire, notamment avec une meilleure redistribution des richesses qui est, à mon sens, le seul moyen pour contrer la pauvreté et les inégalités.

**Un référendum est lancé pour contrer l'interdiction de la mendicité.*

Christophe Grand,
secrétaire cantonal
du POP



Sourire en coin

par **Michel Bühler**

Dublin

Pendant longtemps, «Dublin» a fait revenir à ma mémoire des soirs de fête dans des bistrotts enfumés, et la vieille chanson irlandaise qu'y braillait parfois mon pote Mimile:

«In Dublin fair city, Where the girls are so pretty, I first set my eyes on sweet Molly Malone»: «A Dublin la belle ville, Où les filles sont si jolies, J'ai d'abord posé mes yeux sur la douce Molly Malone»... Et nous reprenions le refrain en chœur, en levant joyeusement nos pintes de bière!

Aujourd'hui ce nom est lié à une autre image: celle de réfugiés reconduits à la frontière ou embarqués de force dans des avions, pieds et poings liés.

C'est qu'en 2008, la Suisse a mis en oeuvre les accords de Dublin, également ratifiés par l'Union Européenne: un candidat à l'asile dans l'Europe de Schengen devra déposer sa demande dans le pays de cet espace où il a posé le pied en tout premier lieu. C'est là que sera examinée cette demande, et que sera décidé l'octroi ou non du statut de réfugié. Si le migrant passe dans un deuxième pays et y sollicite l'asile, il en sera obligatoirement refoulé et renvoyé dans le pays de premier accueil.

Je me suis penché sur une carte d'Europe, je l'ai retournée dans tous les sens, je me suis arraché les cheveux... J'ai bien dû admettre mon échec: à part arriver par avion - ce qui est hors de portée du réfugié ordinaire - je n'ai pas trouvé l'astuce qui permettrait, venant de Syrie, d'Afghanistan, d'Erythrée, d'entrer en Suisse sans transiter d'abord par un autre pays européen.

Attention! A la signature des accords, le Secrétariat d'Etat aux Migrations indiquait: « Une demande d'asile peut être présentée à une représentation suisse à l'étranger, à un poste-frontière, à un bureau de contrôle des frontières d'un aéroport suisse ou à un centre d'enregistrement en Suisse». Bon... ça ne devait déjà pas être facile, écrasé par les bombes à Alep, d'aller présenter une demande officielle à la représentation suisse de Damas (fermée maintenant). Remarque inutile! Depuis 2012, suite à une intervention du doux humaniste Christoph Blocher, l'Assemblée fédérale a supprimé la possibilité de faire une telle démarche hors de Suisse. Ouf! Nous sommes donc à l'abri! Bien malin l'affamé, le miséreux, l'éclopé, qui parviendra à déposer légalement une demande d'accueil directement dans notre beau pays! L'esprit tranquille, on renverra ceux qui sont parvenus malgré tout jusque chez nous vers la Bulgarie, la Grèce ou l'Italie, où ils recevront, bien sûr un accueil chaleureux. Pas besoin - oh que c'est laid! - de bâtir des murs, de dérouler des barbelés: les autres le font à notre place, et Dublin nous protège.

Nous étions 3000 le 1^{er} octobre, sous la pluie, à Lausanne, pour demander que l'on renonce à appliquer ces accords imbéciles. Et nous sommes plusieurs dizaines, indignés par la lâcheté institutionnalisée de nos autorités, à parrainer des «cas Dublin» menacés d'expulsion.

Red is the new Green

◆ Tel est le slogan de la brochure sur l'environnement de nos camarades des Jeunes POP, slogan repris de nos camarades du Parti des Travailleurs de Belgique. À quelques semaines de la votation « Sortir du nucléaire », j'aurai plutôt tendance à dire : « red is the only true green » ! Il faut se rappeler que la première motion sur l'environnement a été déposée au début des années septante au Conseil Communal de Lausanne par le POP sur la qualité de l'air en ville de Lausanne. Le combat pour l'écologie est un combat éminemment anticapitaliste.

Il est évident que le PST/POP appelle à voter OUI à cette initiative qu'il a soutenue dès son lancement. En cas d'acceptation de l'initiative, nous tenons à ce que le calendrier soit respecté et ce, malgré le refus des cantons du Nord-Est, propriétaires des centrales de Beznau. En effet l'initiative précise le calendrier suivant :

- Fermeture de Beznau 1 et 2 ainsi que de Mühleberg en 2017,
- Fermeture de Gösgen en 2024 et de Leibstadt en 2029 au plus tard.

Il n'y aura donc pas de temps à perdre pour mettre en place une nouvelle politique énergétique, en tous cas pas 2050 comme le propose le Conseil Fédéral. L'une des questions importantes qui reste en suspens est de savoir qui va payer les coûts de démantèlement des dites centrales. En ce qui nous concerne la réponse est évidente, les exploitants! Ils ont voulu les centrales, elles représentent un très grand danger non seulement pour l'environnement, mais également pour la population. Les exploitants/exploiteurs ainsi que leurs actionnaires s'en sont mis plein les poches pendant des décennies, depuis le début des premiers projets, sans honte et sur le dos de la population. Rappelons quand-même que pour une centrale qui n'a jamais vu le jour, Kaiseraugst, il y a environ un milliard et demi de francs qui ont été dépensés! Un milliard et demi pour mettre un bout de fil de fer barbelé autour du périmètre, ça fait cher le mètre de fil de fer! Mais nous le savons bien, cet argent n'a pas été perdu pour tout le monde. L'autre grande inconnue est la question des déchets. Même si les centrales sont arrêtées dans des délais relativement raisonnables après la votation, elles continueront de produire des déchets jusque bien après leur fermeture. Et cette question-là est encore loin d'avoir trouvé une réponse satisfaisante, pour autant qu'il en existe une. On vit quand-même une époque formidable, comme le disait

je ne sais plus qui. Tous ces pleurnicheurs de droite qui refusent la solidarité avec nos aînés au nom de la soi-disant solidarité avec les générations futures. Attention aux coûts, attention à ne pas laisser trop de dettes. Par contre, laisser des déchets qui resteront toxiques pendant des millions d'années, ça ne leur pose aucun problème. Certains me diront que ça n'a aucun rapport. Tout a un rapport dans ce monde que certains veulent globaliser. Comme toujours avec les gens de cette race, la solidarité se limite à la quantité de pognon qu'on peut se mettre dans les poches.

◆
Les exploitants/exploiteurs ainsi que leurs actionnaires s'en sont mis plein les poches pendant des décennies, depuis le début des premiers projets, sans honte et sur le dos de la population.

À Berne le lobby des profiteurs sans vergogne s'est renforcé

Après les dernières élections fédérales, tous les lobbys les plus malsains ont été terriblement renforcés. On voit donc les propositions les plus tordues émerger au parlement. Il faudrait par exemple exempter les entreprises de la taxe CO2. Mais les entreprises seulement, pas les petits locataires qui payent une taxe sur le mazout utilisé pour se chauffer, ceux-là rien à faire. Uniquement les entreprises, ainsi on diminuerait les coûts de production et donc on augmenterait les dividendes des actionnaires. Tant pis pour les 3000 morts par an dûs à la pollution dans notre pays, quand-même cinq millions par an dans le monde, ce n'est

pas rien. Mais leur programme politique à ces gens-là est toujours le même, remplissons-nous les poches et laissons les générations futures, pour autant qu'elles puissent exister, trouver des solutions quand il sera trop tard. Pareil pour l'interdiction des produits de synthèse utilisés comme fertilisants, herbicides, insecticides, fongicides et autres. Ça me rappelle une petite histoire quand j'étais gamin. Sur le chemin de l'école il y avait un carrefour dangereux, avec mes camarades nous y avons vu plusieurs accidents, dont certains mortels. Après un de ces accidents mortels des parents avaient demandé qu'on installe un feu piéton à ce carrefour, à l'époque il n'y en n'avait pas partout. Réponse de la police : « on n'a pas encore atteint le quota de morts » ! Le parlement fait preuve de la même intelligence et de la même sensibilité. D'abord on fait plaisir aux multinationales et après... on verra. « De toute façon ça reste à prouver », toujours la même rengaine.

«Les assurances de sécurité sur le glyphosate émises par l'EFSA (agence européenne de la sécurité alimentaire) soulèvent de sérieuses questions sur son indépendance scientifique. Une bonne partie du rapport s'inspire directement d'études non publiées commandées par des producteurs de glyphosate. La preuve du préjudice est irréfutable mais l'EFSA défie l'agence sur le cancer (le CIRC) qui fait autorité dans le monde pour faire plaisir à des sociétés comme Monsanto», Franziska Achterberg, Greenpeace.

C'est bien là le nœud du problème, pour mener une véritable politique écologique, cela suppose de mener en premier lieu une politique anticapitaliste. S'opposer à la politique du profit immédiat, sans aucune considération pour l'humain et son environnement. Il faut s'opposer résolument au dictat des multinationales et faire passer l'intérêt des peuples avant celui des actionnaires.

Gavriel Pinson

Leuba, Sommaruga : votre chasse à l'homme, on n'en veut pas !



©Photo, Tristan Boy de la Tour

C'est un des nombreux slogans de la grande manifestation pour le droit d'asile, qui s'est déroulée le 1er octobre à Lausanne avec plus de 3000 courageux participants qui ont bravé la pluie et le froid. Le choix de ce slogan comme titre de mon article n'est pas un hasard. Il reflète une politique d'asile répressive voulue par Mme Sommaruga (PS) et exécutée sans sourciller par son homologue vaudois, M. Leuba (PLR). En effet, la politique d'asile vaudoise se résume ces derniers temps en une véritable chasse à l'homme. D'abord, l'arrestation de deux migrants protégés par le Refuge Mon-Gré (anciennement St-Laurent) en marge d'une course de solidarité co-organisée avec Solidarité sans frontières. Ensuite ce sont plusieurs parrains/marraines du Collectif R qui ont été lâchement perquisitionnés à leur domicile. Ces intimidations n'ont pas dissuadé les militant-e-s et les personnalités de soutenir le Collectif R, scandalisés par la politique d'accueil des réfugiés qui est loin d'être à la hauteur de la plus grave crise humanitaire vécue depuis la seconde

guerre mondiale. Nous assistons à une criminalisation de l'action de solidarité avec les exilés fuyant la guerre, les régimes totalitaires et répressifs, la misère...

La politique répressive du Conseil d'Etat vaudois qui persiste à appliquer aveuglément les consignes de Berne sans activer sa clause de souveraineté est problématique. Elle relève non seulement d'un manque cruel de conscience humaine, mais aussi d'un manque de souvenirs politiques impressionnant. Pour rappel, le Grand Conseil vaudois acceptait en mai 2015 une résolution demandant la suspension des renvois vers l'Italie.

Ce slogan reflète également le malaise d'une alliance a priori contre-nature entre le PS et le PLR. Après la fiscalité vaudoise, voici une nouvelle entente entre la social-démocratie et le néolibéralisme pour, en premier lieu, intimider les migrant-e-s et leurs soutiens, et ensuite renvoyer les requérants dans des pays où leur intégrité physique est en danger.

Le municipal popiste lausannois David Payot l'a dit lors de la conférence de presse du Collectif R : les durcissements nationaux de la politique d'asile (interdiction de travailler, intégration professionnelle, durée et complexité de la procédure) n'ont amené qu'un climat d'encouragement à la clandestinité, et donc à la précarité des réfugiés. Municipal qui a osé mettre son domicile à disposition pour y héberger un migrant (le service de la population est mis au courant) qui, sans cela, serait destiné à vivre clandestinement dans la rue ou recevoir l'aide d'urgence dans un bunker...

Malgré ce fait, apporter sa modeste contribution à un meilleur accueil des réfugiés semble déranger la droite de l'hémicycle lausannois. Peut-être que le PLR ferait bien d'accepter enfin l'élection de David Payot, et l'application du programme sur lequel il a été élu également.

LS
Jeunes POP

LGBTIQ

◆ Qu'est-ce que le spectre LGBTIQ ? C'est une question que beaucoup de personnes se posent lorsqu'elles entrent en contact avec le monde de la diversité. Diversité est par ailleurs le mot que beaucoup de monde privilégie pour discuter du thème des orientations sexuelles et des identités de genre. Jusqu'à il y a peu, l'hétérosexualité n'existait pas, c'était la norme, seulement les déviant-es à la norme devaient être défini-es, mais grâce aux études genre et leur perspective historique, nous avons pu comprendre que ces étiquettes naissent et évoluent dans leur époque sociale et culturelle, cela signifie qu'être homosexuel (ou l'homosexualité en général) n'est pas la même chose aujourd'hui qu'il y a 100 ans.

Je suis profondément contre l'idée de di-
 luer toute la prévention et le soutien des per-
 sonnes différentes de la norme avec le terme
 «différence», parce que chaque personne est
 unique en son genre, et comme aiment bien le
 rappeler certain-es représentant-es de certains
 partis, il faut appeler un chat un chat. Alors
 oui, on a besoin d'appeler les hétérosexuel-les,
 hétérosexuel-les, les homosexuel-les, homo-
 sexuel-les, et toutes les autres personnes avec
 leur nom. Si on veut faire une campagne de
 prévention contre le suicide des jeunes (rap-
 pelons-le, les personnes LGBT* se suicident 5
 fois plus que les autres) il faut utiliser les bons
 termes, et apprendre ce qu'ils signifient : Les-
 bienne, Gay, Bisexuel-le, Transgenre, Inter-
 sexe, Queer,... une petite recherche sur inter-
 net vous ouvrira un monde, et contacter les
 associations qui en sont représentantes, vous
 permettra de faire des connaissances très sym-
 pathiques et qui élargiront votre esprit.

Après la projection du film «baisers ca-
 chés» sur RTSun, le 24 août, nous avons aussi
 pu comprendre pourquoi le coming out (l'acte
 de déclarer ouvertement sa «diversité») est
 fondamental, l'effet n'est pas seulement sur soi-
 même (se sentir mieux avec qui l'on est vrai-
 ment), mais a un impact non négligeable sur
 l'entourage, qui connaîtra enfin une personne
 trans*, bi, gay ou lesbienne et ne basera plus

ses jugements sur un personnage d'un film,
 sur une connaissance lointaine de la question
 LGBT* ou sur Elton John ou Freddie Mercury.
 Malheureusement ce type de «révélation» n'a
 pas toujours l'effet escompté et à Genève un

On nous dit que cet article est trop pré-
 cis, qu'il cible trop, qu'il vaudrait mieux rester
 vague... Allez dire ça aux personnes d'éth-
 nies différentes, que plutôt qu'utiliser le mot
 «racisme» vous auriez voulu écrire «discrimi-
 nation de tout type en général» sur la consti-
 tution, et on verra ce qu'elles en pensent. Je
 suis partisan de l'idée que c'est aux minori-
 tés de définir collectivement leurs intérêts et
 leurs besoins, et toutes les associations LGBT*
 luttent pour une reconnaissance et une défense
 des droits au niveau constitutionnel, il est pri-
 mordial de les écouter.

Des mineurs sont chassés de leur maison
 parce qu'ils sont LGBT*, ils se suicident 5 fois
 plus à cause de leur orientation sexuelle ou
 de leur identité de genre, n'est-ce pas là une
 priorité de santé pour notre pays ? Arrêtons
 de nous cacher derrière le «il y a des choses
 plus importantes», celle-ci EST une question
 importante et fondamentale à traiter le plus
 vite possible pour qu'on laisse à nos enfants un
 monde un peu meilleur de celui qu'on a trouvé.

C'est pour cela que j'appelle à la création
 d'un collectif national de LGBT* qui puisse
 créer et défendre une initiative pour rajouter
 à la constitution un article qui défende les per-
 sonnes LGBT*.

Andrea Coduri

◆
**Des mineurs sont chassés
 de leur maison parce qu'ils
 sont LGBT*, ils se suicident
 5 fois plus à cause de leur
 orientation sexuelle ou de
 leur identité de genre, n'est-
 ce pas là une priorité de
 santé pour notre pays ?**

refuge vient d'ouvrir ses portes pour accueillir
 les personnes appartenant au spectre LGBT*
 lorsque leur famille les rejette et les chasse de
 la maison. Oui, vous avez bien lu, cela se passe
 en Suisse en 2016, et celle-ci, pour moi, est une
 raison plus que suffisante pour promouvoir
 la défense des personnes LGBT* à travers un
 article de la constitution qui les défende.

POP & GAUCHE EN MOUVEMENT

Ce journal est gratuit,
 vous pouvez toutefois nous soutenir et
 nous aider à faire avancer vos idées en
 vous abonnant.

Abonnement annuel: 25Frs
 Abonnement de soutien: 40Frs

CCP Résistance:
 10-769952-7POP & GM, pl. Chauderon 5,
 1003 Lausanne

Adhésion

- J'aimerais adhérer au POP
- J'aimerais m'abonner à Résistance
- J'aimerais abonner un-e ami-e à Résistance

Nom:

Prénom:

Adresse:

N° tél.:

Adresse e-mail:

Signature:

A renvoyer à l'adresse suivante:

POP vaudois & Gauche en mouvement, Chauderon 5, 1003 Lausanne

Interview: Vincent Keller député au Grand Conseil vaudois



Parle-nous de tes origines (famille, politique, formation professionnelle...)

Ma mère est institutrice et organiste, elle a longtemps travaillé avec les classes allophones du côté de Prilly et collaboré avec Appartenance. Elle a habité Renens pendant 25 ans où elle votait toujours POP Fourmi Rouge. Aujourd'hui en Valais, à chaque élection nous avons toujours la même discussion et je vois le même désespoir dans ses yeux : « Tu veux que je vote quoi ici ? J'ai le choix entre le PDC et le PLR.... ».

Mon père a été membre du POP à Renens avant de déchanter et démissionner à cause du peu de vision écologique de notre parti. À l'époque c'était « Si le patron vient à l'usine en voiture, alors il faut que l'ouvrier le puisse aussi ». Heureusement, cela a radicalement changé depuis !

Parmi leurs amis que j'ai côtoyés gamin, il y a des camarades qui le sont encore aujourd'hui. Des véritables piliers du POP : Verena Berseth bien sûr, Suzanne Sisto-Zoller ou encore Jean-Pierre Leyvraz. C'est dans ce monde de gauche que j'ai grandi. Mais je n'oublie pas non plus les longues discussions politiques avec mes grands-parents. Le grand-père maternel d'abord, « vrai Radical Vaudois » comme il aime à dire et ancien postier du village des Avants. Nous avons été parfois d'accord, notamment lorsque le POP a participé à la récolte de signatures pour le référendum contre la privatisation des PTT en 1996. Mon grand-père paternel ensuite, qui ne cachait pas son amour pour la Suisse. J'ai appris avec lui que même avec d'immenses connaissances du monde telles qu'il avait, avoir des racines est aussi fondamental.

Et moi là au milieu, parmi tous ces exemples de vie, j'ai forgé mes convictions politiques en rencontrant des gens comme Josef Zisyadis, Bernard Métraux ou Pierre Payot. Mais celle qui restera comme l'étoile – l'éclair devrais-je dire – c'est Marianne Huguenin pour qui j'ai une admiration sans bornes pour son côté visionnaire et rassembleur. Il n'y a qu'une Marianne Huguenin par siècle, j'ai eu la chance de la rencontrer.

Tu as adhéré au POP quand tu étais très jeune, pourquoi avoir fait ce choix dans ce parti là? ou quel événement t'a fait y adhérer?

Vivre dans une famille ouverte sur le monde, qui ne te cache pas ses problématiques et les véritables causes, qui t'explique la fracture Nord-Sud en trois phrases, le pillage des ressources africaines pour le bien d'un « art de vivre oc-

cidental », le scandale d'une minorité de très riches qui vivent au crochet de gens qui crèvent de faim en travaillant, cela te pousse à vouloir « faire quelque chose ». Quand tu as 15 ou 16 ans, quoi de plus normal que d'adhérer au seul parti politique qui te permet une réflexion approfondie de ces sujets, et surtout une solution évidente : la destruction du modèle capitaliste pour une société communiste plus juste.

Depuis un peu plus d'une année tu es député, que représente pour toi cette fonction?

C'est avant tout un acte militant. Cinq députés de gauche sur 150, cela ne représente pas une grande force politique institutionnelle. Cela permet cependant de faire passer des idées, et rappeler à nos cousins socialistes qu'un jour, eux aussi, ont été un parti de gauche qui défendait les plus faibles. Dans les grands débats de la législature, nous sommes souvent seuls mais notre voix porte, comme ce fut le cas avec la RIE III cantonale où malgré l'alliance PSV-PLR, le référendum est arrivé au bout.

Quels sont tes objectifs principaux? Et les sujets sur lesquels tu as envie de te battre?

Il va falloir gérer les dégâts de la RIE III cantonale sur les finances cantonales

et communales. Parce que ceux qui vont trinquer, seront évidemment les plus faibles ainsi que la classe moyenne. Ces gens-là comptent sur nous. Nous les défendrons.

Est-ce facile pour un petit parti comme le nôtre de se faire entendre au parlement vaudois?

Les grands débats de la législature sont derrière. Le PS et le PLR ne vont pas se lancer dans un chantier dans lequel ils risquent de perdre des plumes au printemps prochain. Preuve en est la dernière manœuvre pour repousser d'un an la décision sur l'initiative de prise en charge des soins dentaires par le frère siamois de Pascal Broulis.

Comment tu vois l'avenir du POP et quels combats notre parti va devoir mener ces prochaines années?

Le POP a très souvent raison. Mais parfois il ne faut pas avoir raison seul ou avant les autres. Nous devons continuer à garder notre ligne directrice de défense des plus faibles et des exclus de cette société libérale. Cela passe par du travail parlementaire mais pas seulement. L'immense travail associatif fait par les membres du POP est tout autant majeur pour que nos idées fortes continuent à être entendues. Je suis admiratif du travail sans relâche des Jeunes POP par

exemple. Voilà une équipe que l'on peut voir associée à presque tous les combats. Un exemple...

Tu viens de Renens, je crois que tu es très attaché à cette région... (même si je sais que tu aimes aussi beaucoup le Valais)

J'aime Renens. Viscéralement. Je la considère comme la plus belle ville du monde. Pas au niveau de son architecture, mais au niveau de sa population. Bigarrée, cosmopolite, multiculturelle. Je suis né à Renens, j'y mourrai probablement. Accessoirement, et contrairement au Grand Conseil, faire partie du troisième plus grand parti représenté au Conseil Communal, avec deux excellents municipaux, cela change la donne et permet de construire la ville avec la vision que nous partageons tous au POP.

J'aime aussi le Valais parce que j'aime les gens francs du collier. Comme pendant un combat de vaches d'Hérens, tu ne peux pas mentir. Tu as beau aimer le Vieux-Pays et parfois le connaître mieux que les locaux, tu resteras un « Vaudois », être étranger ailleurs, ça permet aussi de comprendre ce que d'autres vivent au centuple.

Propos recueillis par Christophe Grand

Manifestation pour défendre AVSplus

Le 10 septembre dernier nous étions à Berne avec 20'000 autres personnes, lors de la grande manifestation pour défendre AVSplus et dire non à la réforme prévoyance vieillesse 2020.

L'ensemble des sections nationales de notre parti étaient représentées (romandes / alémaniques et tessinoise.) Malgré cette grande mobilisation AVSplus n'a pas été soutenue par la population en votation. La droite comme d'habitude, a réussi à faire peur avec des arguments financiers mensongers. La réforme d'Alain Berset a été discutée à Berne lors de débats parlementaires, et le massacre des rentes a déjà commencé, comme le rehaussement de l'âge de la retraite. Il est évident que nous lancerons le référendum contre cette réforme. Sans oublier que nous avons une initiative pour fondre le 2ème pilier avec le premier, qui pourrait être lancée dans les prochains mois.



L'ensemble des camarades du PST/POP

Lancement du référendum contre l'interdiction de la mendicité

Lundi 10 octobre, une conférence de presse s'est déroulée dans les locaux de la soupe populaire, pour annoncer le lancement du référendum contre l'interdiction de la mendicité.

Autour de la table il y avait surtout des associations qui travaillent dans le domaine de la précarité, comme la fondation Mère Sofia (Soupe populaire), Opre Rom, Emmaüs mais aussi des partis POP, solidarités ou encore la jeunesse socialiste. Pour la récolte, il nous faudra 12'000 signatures valides en 60 jours. Les feuilles de signatures à imprimer seront en ligne sur le site www.popvaud.ch



**Une question politique?
Un problème spécifique ?
Aide sociale-AVS-Impôts-LAMAL
Besoin de partage ?**

Permanence POP du Chablais
tous les premiers mardis du mois au café des « Petits Trains », Aigle.

De 19h00 à 20h00, nous vous offrons un café et l'écoute d'un assistant social, un pédiatre et nos membres engagés.

Bienvenue à tous !



POP & GAUCHE EN MOUVEMENT

Prochains rendez-vous :

10.01

07.02

07.03

04.04

Contact : popchablais@popvaud.ch

**Quelle démocratie participative
pour quelle ville ?**

Programme

• **Qu'est-ce que la démocratie participative?**

Par Antoine Chollet : *enseignant et chercheur en pensée politique, Université de Lausanne*

• **Quel pouvoir pour les associations de quartier**

Par Andrea Eggli : *membre du comité de l'association de quartier Montelly vit !*

• **Un site de démocratie participative ?**

Présentation du site de la ville de Madrid par Andrea Coduri : *membre des jeunesPOP*

• **Débat participatif**

Samedi 5 novembre de 14h-18h
Pole Sud, av Jean-Jacques Mercier 3
1003 Lausanne



IMPRESSUM • Mensuel du POP vaudois & Gauche en mouvement

Rédaction : Chauderon 5, 1003 Lausanne / **Téléphone** : 021 312 06 76 / **Fax** : 021 312 06 97 / **E-mail** : info@popvaud.ch / **Responsable** : Christophe Grand / **Tirage** 10'000 exemplaires / **CCP Résistance** 10-769952-7 / **Abonnement annuel** : 25 Frs / **Abonnement de soutien** : 40 Frs / **Comité de rédaction** : Michel Bühler, Luca Schalbetter, Andrea Coduri, Christophe Grand, Gavriel Pinson / **Mise en page** : Marina Rivero / **Corrections** : Monique Misiego / **Dessin** : Megan Hefti